

**Conseil économique et social**

Distr. générale
29 janvier 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des statisticiens européens

Groupe d'experts sur la comptabilité nationale**Dixième session**

Genève, 26-29 avril 2010

Ordre du jour provisoire annoté de la dixième sessionQui s'ouvrira au Palais des Nations, à Genève, le 26 avril 2010 à 13 h 30, Salle XI¹**I. Ordre du jour provisoire****A. Premier module: séance spéciale consacrée aux pays en transition**

1. Stratégie de mise en œuvre du Système de comptabilité nationale (SCN) de 2008 dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et les pays d'Europe du Sud-Est.
2. Statistiques des finances publiques et comptabilité nationale.

B. Deuxième module: Groupe d'experts sur la comptabilité nationale

3. Comptabilité nationale et ressources naturelles.
4. Comptes financiers et comptes de patrimoine.
5. Mesure et comptabilisation des pensions.

¹ De nouvelles procédures d'accréditation s'appliquent à tous les participants à des réunions qui se tiennent au Palais des Nations. Les représentants sont donc priés de remplir le formulaire d'inscription disponible sur le site Web de la CEE et de le renvoyer au secrétariat de la CEE le 15 mars 2010 au plus tard, soit par télécopie (+41 22 917 0040), soit par courrier électronique (natalija.erjavec@unece.org). Avant de se rendre à la réunion, les représentants doivent se présenter au Groupe des cartes d'identité de la Section de la sécurité et de la sûreté de l'ONUG, qui se trouve au Portail de Pregny, avenue de la Paix, afin d'y demander un badge. En cas de difficulté, ils doivent prendre contact avec le secrétariat de la CEE par téléphone (+41 22 917 3401).

C. Troisième module: les effets de la mondialisation sur les comptes nationaux

6. Examen de la première version de la publication «Impact of Globalisation on National Accounts: Practical Guidance».
7. Mobilité de la main-d'œuvre.
8. Résidences secondaires.
9. Commerce électronique.
10. Incidences de la crise financière.
11. Futurs travaux et adoption du rapport.
12. Questions diverses.

II. Annotations à l'ordre du jour provisoire

A. Premier module: séance spéciale consacrée aux pays en transition (après-midi du 26 avril 2010)

Organisateurs: Association européenne de libre-échange (AELE) et Commission économique pour l'Europe (CEE)

Contributions: Division de statistique de l'ONU, CEE, AELE, Comité inter-États de statistique de la Communauté d'États indépendants (CEI-STAT) et certains pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et d'Europe du Sud-Est (à confirmer)

1. Ce module porte sur des questions intéressant les pays en transition.

Point 1. Stratégie de mise en œuvre du Système de comptabilité nationale (SCN) de 2008 dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et les pays d'Europe du Sud-Est

2. À sa quarantième session, la Commission a examiné et appuyé la stratégie proposée par le Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale pour la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale (SCN) de 2008. Cette stratégie est fondée sur la prise en considération des différents stades de mise en œuvre du SCN et des statistiques structurelles et haute fréquence subsidiaires dans les divers pays. Elle tient compte de la nécessité de mener une action coordonnée à l'échelon international, mais aussi aux échelons régional et sous-régional, et met l'accent sur le rôle important des commissions régionales dans la coordination des travaux d'évaluation des besoins relatifs au programme de statistique économique et de mise en œuvre de ce programme avec le concours de leurs partenaires (sous-)régionaux dans le développement.

3. La Division de statistique de l'ONU présentera un exposé axé sur la stratégie de mise en œuvre à l'échelon mondial et sur les objectifs et initiatives concernant un plan de mise en œuvre à l'échelon régional du SCN de 2008. Des renseignements seront également fournis sur les plans de mise en œuvre dans d'autres régions de l'ONU. Les résultats de l'enquête menée par la CEE dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et les pays d'Europe du Sud-Est au sujet de leur plan national de mise en œuvre du SCN de 2008 et des principaux obstacles à la mise en œuvre intégrale du SCN de 1993 seront présentés aux participants à la réunion. Suivra une table ronde ayant pour objectifs d'établir les priorités dans la mise en œuvre du SCN de 2008, de déterminer les principales lacunes

dans les statistiques sources correspondantes et d'évaluer les besoins dans les domaines de la formation et de l'assistance technique.

Point 2. Statistiques des finances publiques et comptabilité nationale

4. Un certain nombre de pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale se heurtent à des difficultés dans l'établissement de leurs comptes nationaux pour le secteur des administrations publiques en raison de l'absence de statistiques appropriées concernant les finances publiques. Le Secrétariat de l'AELE fera un exposé introductif sur l'utilisation des statistiques des finances publiques et des données du budget de l'État aux fins de l'établissement des comptes nationaux. Cet exposé sera axé sur les principaux concepts et agrégats relatifs au secteur des administrations publiques, tels qu'ils sont présentés au chapitre 22 du SCN de 2008. La nomenclature des unités et des opérations, les principes de comptabilité et les questions de cohérence dans l'intégration des données de flux et de stock seront abordés. L'expérience du Comité CEI-STAT dans l'établissement d'une concordance entre les données du budget de l'État et les agrégats des comptes nationaux sera en outre présentée.

B. Deuxième module: Groupe d'experts sur la comptabilité nationale (27 avril 2010)

5. Ce module sera consacré aux questions liées à la mise en œuvre du SCN de 2008 et aux besoins des utilisateurs découlant de l'évolution récente de la situation économique.

Point 3. Comptabilité nationale et ressources naturelles

Organisateur: Statistiques Pays-Bas

Contributions: Australie, Pays-Bas et Division de statistique de l'ONU

6. Ces dernières années, l'accumulation de richesses a suscité davantage d'attention parmi les décideurs. L'optique d'un développement économique durable a eu pour effet qu'on s'est davantage intéressé au patrimoine national qu'au revenu national. Il est ainsi très important que les comptes nationaux donnent en ce qui concerne le patrimoine une estimation fiable qui englobe tous les actifs. Jusqu'à présent, on a prêté relativement peu d'attention à l'évaluation des ressources naturelles par rapport aux actifs financiers et au capital fixe. Or, les ressources naturelles telles que la terre, les minéraux et les énergies peuvent constituer une grande partie de la valeur totale des actifs non produits.

7. Au titre de ce point de l'ordre du jour, il est prévu d'aborder plusieurs questions relatives à la comptabilité des ressources naturelles et de s'intéresser aux comptes d'actif tels qu'ils ont été conçus dans le contexte de la comptabilité environnementale et économique intégrée. Les exposés porteront sur les aspects théoriques et pratiques de la comptabilité des ressources foncières et des autres ressources naturelles et fourniront un complément d'information sur les recommandations et les recueils internationaux étayant la norme de comptabilité environnementale et économique intégrée dans la comptabilité des ressources naturelles.

Point 4. Comptes financiers et comptes de patrimoine

Organisateur: Statistique Canada

Contributions: (à déterminer)

8. La récente crise financière a mis en évidence la nécessité de disposer, aux fins de l'analyse, de données détaillées, à jour et fréquentes sur la situation en ce qui concerne les

secteurs d'activité, les finances et le patrimoine. Heureusement, entre le lancement du SNC de 1993 et l'élaboration du SNC de 2008, des progrès considérables ont été accomplis dans la mise au point des comptes de patrimoine et des éléments connexes des comptes nationaux. Toutefois, il existe dans un grand nombre de pays des lacunes dans les données des comptes de patrimoine et d'accumulation, notamment en termes de mesure, d'évaluation, de portée et de disponibilité, de cohérence des données sur les opérations et les postes, et d'intégration de ces données dans le système de comptabilité nationale. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants examineront les questions se rapportant à la compilation de ces données.

Point 5. Mesure et comptabilisation des pensions

Organisateur: Bureau of Economic Analysis des États-Unis

Contributions: Canada, États-Unis d'Amérique, Espagne et Banque centrale européenne (BCE)

9. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants examineront les questions de mesure découlant du nouveau mode de traitement des pensions et de la protection sociale dans le SCN de 2008, et plus particulièrement les questions suivantes: application de l'approche actuarielle pour la mesure des prestations prédéfinies par l'employeur et examen des incidences sur les mesures d'indemnisation des employés, les revenus de la propriété, l'actif, le passif et la valeur nette du patrimoine. Un échantillon de données macroéconomiques et microéconomiques mises en correspondance sera utilisé pour illustrer la façon d'analyser les effets des régimes de pension et de sécurité sociale sur la répartition des revenus et des richesses. Les participants examineront en outre les questions de mesure liées à l'intégration des régimes de pension et de sécurité sociale.

C. Troisième module: les effets de la mondialisation sur les comptes nationaux (28 et 29 avril 2010)

10. Le Groupe d'experts des effets de la mondialisation sur les comptes nationaux a été créé pour analyser les principales distorsions qui apparaissent dans l'établissement des comptes nationaux et des statistiques sources correspondantes en raison de la mondialisation croissante des économies, et pour soumettre des propositions tendant à remédier à ces distorsions et à améliorer la qualité des comptes nationaux. Les travaux du Groupe d'experts seront présentés dans une publication intitulée «Impact of Globalisation on National Accounts: Practical Guidance». Cette publication a pour objet d'aider les utilisateurs et les producteurs de comptes nationaux à comprendre en quoi la mondialisation a des incidences sur les principales mesures et de recommander des moyens d'améliorer la qualité des comptes en fonction des problèmes recensés.

Point 6. Examen de la première version de la publication «Impact of Globalisation on National Accounts: Practical Guidance»

Organisateur: Pays-Bas, équipe dirigeante du Groupe de travail

11. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants examineront la première version de la publication, comportant les chapitres suivants: Introduction; Multinational Enterprises (MNEs) and the Allocation of Output and Value Added to National Economies; MNEs, Foreign Investment and related Income Flows; Special Purpose Entities; Goods for Processing; Merchanting; Export, Re-exports and Transit Trade; Transactions in Intellectual Property; et Remittances.

Point 7. Mobilité de la main-d'œuvre

Organisateur: Bureau central de statistique (Israël)

12. La mobilité internationale de la main-d'œuvre a augmenté en raison notamment de l'ouverture des frontières et des marchés, de la réduction des coûts de transport et de l'accroissement des contrats internationaux portant sur des services. Cette évolution est source de difficultés en termes de mesure et d'analyse des comptes nationaux.

13. Les types d'emplois diffèrent et peuvent être proposés par des employeurs ou des sociétés contractantes dans d'autres pays. En outre, les emplois ne sont pas tous déclarés, si bien que l'on peut être confronté à de sérieux problèmes de couverture et de classification dans les statistiques sur l'emploi des ressortissants d'autres pays. La nécessité de faire une distinction entre la fourniture de services, qui fait partie des exportations, et l'indemnisation des employés, qui fait partie des revenus, peut être particulièrement épineuse.

14. L'accroissement de la mobilité internationale de la main-d'œuvre a également pour conséquence que l'analyse de l'apport de travail et de la productivité dans la comptabilité nationale est devenue plus complexe et que des outils d'analyse supplémentaires peuvent être nécessaires pour comprendre l'évolution économique. Les problèmes de mesure les plus courants et leurs effets sur les comptes nationaux et la balance des paiements seront exposés, et des solutions seront proposées.

Point 8. Résidences secondaires

Organisateur: Statistiques Norvège

15. Ces dernières années, le secteur des résidences secondaires a été en progression continue. En Europe, celles-ci ont suscité un intérêt croissant. L'allègement des contrôles aux frontières et le développement des compagnies aériennes offrant des billets à bas prix ont facilité les voyages et par conséquent les investissements dans les résidences de vacances et les résidences secondaires à l'étranger. Dans le même temps, un nombre croissant d'études a été consacré aux incidences économiques, sociales et écologiques des résidences secondaires. L'un des principaux points relevés est le manque de statistiques permettant de mesurer l'ampleur des résidences secondaires, leurs caractéristiques et les tendances dans ce secteur. L'évaluation de l'usage des résidences secondaires s'effectue dans les comptes satellites du tourisme. Il est toutefois admis que cette évaluation est complexe et pose des difficultés. Des imputations doivent être faites en ce qui concerne la production de services par les résidences secondaires et la consommation de ces services.

Point 9. Commerce électronique

Organisateur: Statistiques Pays-Bas

16. L'usage généralisé de l'Internet a permis aux consommateurs d'acheter des produits tels que des livres, de la musique et des films sur des sites de commerce électronique. De plus en plus souvent, ces produits ne sont pas expédiés à l'étranger sur des supports physiques, mais envoyés électroniquement (produits numérisés). Cette situation donne lieu à des problèmes de fond dans les domaines de la statistique, de la fiscalité et de la politique commerciale. Il peut arriver que le commerce électronique échappe aux statistiques pour deux raisons: i) la difficulté d'enregistrer les produits numérisés; et ii) le fait que les biens expédiés dans le cadre d'un achat sur l'Internet ont souvent une valeur inférieure aux seuils établis par les autorités douanières. En outre, nombre de petites entreprises faisant du commerce électronique sont mal répertoriées dans les registres des entreprises et échappent ainsi aux enquêtes. Les enquêtes auprès des consommateurs, quant à elles, ne tiennent souvent pas compte des achats faits à l'étranger, car les consommateurs n'ont pas toujours connaissance de l'origine étrangère des produits achetés.

17. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants se pencheront sur l'absence d'une définition communément acceptée pour le commerce électronique international, la justification économique d'un projet de commerce électronique et les obstacles à la mesure statistique du commerce électronique international et leurs incidences sur la comptabilité nationale. L'expérience acquise dans l'élaboration d'instruments de mesure du commerce électronique et une vue d'ensemble des enquêtes et analyses réalisées par Statistiques Pays-Bas seront également présentées.

Point 10. Incidences de la crise financière

Organisateur: BCE

18. La récente crise financière s'est caractérisée par la complexité, et non seulement l'étendue, des liens internationaux et intersectoriels. La crise a également mis en évidence l'importance de la fonction de stabilisation financière et des statistiques permettant de mettre en œuvre cette fonction. Pour les statisticiens des banques centrales, l'enregistrement des flux transfrontières a été particulièrement difficile dans le contexte de la balance des paiements, des statistiques monétaires et des comptes financiers. Il se peut toutefois que l'on n'ait pas prêté suffisamment d'attention au lien entre les statistiques collectées à des fins différentes et les cadres méthodologiques sous-jacents (pays d'origine/pays d'accueil, données intrasectorielles/intersectorielles, etc.).

19. La communauté statistique internationale avait déjà pris plusieurs initiatives visant à mieux rendre compte de la complexité croissante des instruments financiers, de l'importance du secteur des sociétés financières et de l'innovation dans le domaine financier, tout en axant ses travaux sur une révision complète du Système de comptabilité nationale. Des indicateurs de la solidité financière ont été mis au point et la première partie du Handbook on Securities Statistics (Manuel sur les statistiques des valeurs mobilières) a été publiée (la première partie est consacrée aux questions concernant les titres de créance; une deuxième partie sur les avoirs est en cours d'élaboration). En outre, des travaux sur les instruments de transfert des risques ont été entrepris. Toutes ces initiatives ont un rapport avec la crise financière et l'intérêt croissant porté à la stabilité financière.
